



République Française

MAIRIE DU VESINET

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE
ARRETE TEMPORAIRE**

AEP/HB
N° 2022/20

**REGLEMENTANT, A TITRE TEMPORAIRE, LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
DES VEHICULES SUR LES VOIES COMMUNALES DU VESINET**

Le Maire de la Ville du VESINET,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2212.1,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R.417-10,

CONSIDERANT la nécessité d'entreprendre des travaux d'aiguillage des fourreaux de téléphonie (dans le cadre du déploiement de la Vidéoprotection) sur la commune du Vésinet, par l'entreprise SOGETREL (n°35 boulevard Courcerin - 77185 LOGNES), pour le compte de la Ville du Vésinet,

Des restrictions temporaires de circulation et de stationnement des véhicules doivent être prises, afin d'assurer la sécurité des usagers,

ARRETE :

Article 1 :

Du lundi 17 janvier au samedi 30 avril 2022 inclus, au droit du chantier et au fur et à mesure de sa progression, en fonction des contraintes de sécurité du chantier :

- 1) la circulation des véhicules s'effectuera sur une seule voie, au droit de l'intervention ou, en cas d'impossibilité, interdite dans le tronçon de voie concernée. Le passage des véhicules des riverains, des bennes de collecte des déchets, des bus et des véhicules de secours sera assuré ;
- 2) le stationnement des véhicules sera interdit et déclaré gênant, de part et d'autre de la chaussée sur 50m en amont et en aval du véhicule d'intervention, au fur et à mesure de l'avancement des travaux ;
- 3) **la vitesse sera limitée à 30km/h**, au droit des travaux.

Article 2 :

Cet arrêté doit être affiché sur des panneaux de signalisation et mis en place, 48 h avant le début des travaux, par l'entreprise intervenante.

Article 3 :

L'entreprise exécutant les travaux devra :

- mettre en place, en accord avec les services municipaux, la signalisation nécessaire correspondant aux dispositions du présent arrêté ;
- assurer la libre circulation des piétons en toute sécurité et prendre, à cet effet, les mesures qui conviennent ;
- assurer l'accès des riverains à leur propriété.

L'entreprise sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de la signalisation qui devra être conforme à la réglementation en vigueur.

Article 4 :

La Direction Départementale de la Sécurité Publique, le Chef de la Tranquillité Publique, ainsi que tous les agents assermentés de la Ville du Vésinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 :

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Fait au Vésinet, le 13 janvier 2022,

Le Maire,




Bruno CORADETTI